CTMEN du 7 décembre 2020
Déclaration liminaire de la FSU

Dans sa déclaration lors de la dernière séance du CTMEN, il y a une dizaine de jours, la FSU soulignait que « si l'école tenait, c'est parce que ses personnels font front, dans les classes, dans les écoles, collèges et lycées, dans les services, partout sur le territoire » dans le contexte créé par le large rejet de la politique éducative menée depuis trois ans et le fort discrédit du ministre qui s'exprime dans l'ensemble de la communauté éducative.

La FSU a publié les résultats d'un sondage le 1er décembre dernier qui vient confirmer tout ce que ses syndicats nationaux constatent quotidiennement sur le terrain. Le résultat est sans appel !

Alors que l'Education nationale est extraordinairement riche de près d'un million d'enseignant-es, personnels de vie scolaire, administratifs, techniques, sociaux, de santé et d'encadrement qui, très majoritairement expriment leur engagement professionnel au travers d'une très grande satisfaction d'exercer leurs métiers (71 % des répondants), le ministre mène une politique qui est jugée comme contraire à l'intérêt du service public : les deux tiers environ des personnels interrogés jugent les réformes engagées depuis trois ans comme allant dans le mauvais sens, alourdissant inutilement les charges de travail annexes (73 % des répondants) au détriment du cœur de leur métier. Ils signalent ainsi que ces réformes sont défavorables aux élèves. Et les collègues interrogés, dans tous les métiers, confirment largement qu'ils ne sont pas dupes de l'incapacité du ministre à prendre en compte leurs attentes.

Les appréciations convergentes des personnels et des parents sur la gestion de la crise sanitaire révèlent cependant que la rupture de confiance en le ministre n'a pas affecté les dynamiques collectives, les relations professionnelles, hiérarchiques ou non, ni instillé d'éléments de division. Pour la FSU, c'est bien sûr un élément essentiel, rassurant pour le service public d'éducation, pour réparer les dégâts qui lui sont infligés.

Sans surprise, les personnels interrogés réitèrent massivement, par les réponses faites dans ce sondage, l'insuffisance de reconnaissance de leurs carrières et leurs rémunérations. Les annonces ministérielles ne répondent pas à ce problème qui, parce qu'il est par trop ancien et récurrent, ne peut être résolu de quelques pansements. Les grands renforts de communication convoqués pour les présenter sont fort peu à propos. La FSU réaffirme la nécessité urgente de la programmation d'un plan pluriannuel pour une revalorisation ambitieuse des carrières et des rémunérations de tous les personnels de l'éducation pour reconnaître enfin leurs qualifications, leur travail et leur engagement quotidiens pour le service public d'éducation.

La FSU a pu constater de sa participation au « Rue-de-Grenelle » de l'Education que celui-ci était construit pour n'être qu'une opération de communication pour promouvoir des visions déjà arrêtées et que le dialogue n'était réduit qu'à portion congrue. La parole des personnels au travers de celle de leurs représentants syndicaux est peu écoutée, submergée par celles « d'experts » soigneusement choisis par le ministère, dont certains n'ont pour seule expérience de l'école que de l'avoir fréquentée durant leur jeunesse, assurés pourtant de détenir les solutions malgré leur méconnaissance évidente du système scolaire et de ses réalités. Ce qui a été présenté comme un colloque à l'ambition scientifique sur l'avenir du métier d'enseignant le 1er décembre a offert une démonstration inquiétante de partialité et d'absence du « regard croisé » pourtant annoncé par le ministère. C'est pour ces raisons que la FSU et ses syndicats nationaux ont décidé de quitter cette mascarade. Remarquons au passage, que le budget finançant le coût de cette opération aurait sans doute été bien plus utile à être mobilisé, par exemple, pour renforcer les moyens pour faire face à la crise sanitaire.

La grave crise de confiance que connaît aujourd'hui l'Éducation nationale avec le ministre trouve son origine dans la contradiction entre le discours et la réalité des actes concrets. Comme exemple emblématique, le budget annoncé pour 2021 reste dans la ligne des trois précédents et promet déjà de nouvelles suppressions d'emplois dans le second degré et pas ou pas assez de créations d'emplois dans les autres métiers de l'éducation. Il faut au contraire créer tous les postes nécessaires, pour répondre à tous les besoins, et programmer ces créations dans un plan pluriannuel pour donner de la visibilité et des perspectives.

Dans cette situation, la FSU a pris ses responsabilités et proposé aux organisations syndicales de l'éducation une journée de mobilisation et de grève pour le mardi 26 janvier prochain.